



CHAPITRE 235

CHAPTER 235

LOI CONCERNANT LA DESTITUTION DE CERTAINS OFFICIERS DES CITÉS ET VILLES

AN ACT RESPECTING THE DISMISSAL OF CERTAIN CITY AND TOWN OFFICERS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux*. S. R. 1925, c. 107A, a. 1; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

1. This act may be cited as the *Short Municipal Officers Dismissal Act*. R. S. 1925, c. 107A, s. 1; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

Définitions:
"Juge";

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'exige un sens différent:

2. In this act, unless the context requires a different meaning:

"Municipalité";

1° Le mot "juge" désigne un juge de la Cour supérieure, un juge des sessions de la paix ou un magistrat de district;

1. The word "judge" means a judge of the Superior Court, a judge of the Sessions of the Peace or a district magistrate;

"Officier municipal".

2° Le mot "municipalité" désigne une cité constituée en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale et dont la population au dernier recensement fédéral excède cinquante mille âmes;

2. The word "municipality" means a city incorporated under a general or special act, the population of which at the last federal census exceeded fifty thousand souls;

3° Les mots "officier municipal" désignent l'auditeur ou vérificateur d'une municipalité au sens de la présente loi et le directeur de la police d'une telle municipalité, ou la personne qui remplit dans la municipalité des fonctions analogues. S. R. 1925, c. 107A, a. 2; 22 Geo. V, c. 53, a. 1; 1 Geo. VI, c. 61, a. 1.

3. The words "municipal officer" mean the auditor (*vérificateur*) of a municipality within the meaning of this act and the director of police of such a municipality, or the person performing similar duties in the municipality. R. S. 1925, c. 107A, s. 2; 22 Geo. V, c. 53, s. 1; 1 Geo. VI, c. 61, s. 1.

Destitution.

3. La destitution d'un officier municipal ne peut être décrétée par le conseil d'une municipalité que conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 107A, a. 3; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

3. No dismissal of a municipal officer may be ordered by the council of a municipality except in conformity with the provisions of this act. R. S. 1925, c. 107A, s. 3; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

Enquête
par un
juge.

4. Le conseil de la municipalité peut, par résolution, demander au juge en chef ou au juge en chef suppléant de la Cour supérieure, résidant dans les limites de la division d'appel à laquelle appartient le

4. The council of the municipality may, by resolution, apply to the chief justice or the acting chief justice of the Superior Court, residing within the limits of the appellate division which comprises the

district dans lequel est située la municipalité, de désigner un juge pour faire une enquête sur les faits et les motifs invoqués comme les raisons qui motivent la destitution de l'officier municipal mentionné dans la résolution.

Résolution.

La demande du conseil ne peut être prise en considération à moins que la résolution n'allègue des accusations, actions ou faits articulés avec précision et qui seuls feront l'objet de l'enquête. S. R. 1925, c. 107A, a. 4; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

Juge désigné.

5. Le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure, sur cette demande, désigne un juge pour faire cette enquête. S. R. 1925, c. 107A, a. 5; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

Avis.

6. Le juge désigné dans l'ordonnance pour la tenue de l'enquête, après avoir donné avis à la municipalité et à l'officier municipal concerné de la date à laquelle il procédera, fait enquête sur les accusations, actions ou faits allégués dans la résolution.

Rapport.

Le juge continue cette enquête de jour en jour avec toute la diligence convenable et fait rapport au conseil sur ses résultats et sur la preuve faite au cours de l'enquête. S. R. 1925, c. 107A, a. 6; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

Pouvoirs du juge.

7. Pour les fins de cette enquête le juge possède les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9) et particulièrement les dispositions du premier alinéa de l'article 6, des articles 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 17 de ladite loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, dans le cas d'une enquête tenue en vertu de la présente loi.

Greffier et sténographe.

Le juge peut se nommer un greffier et employer un ou des sténographes pour les fins de cette enquête. S. R. 1925, c. 107A, a. 7; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

Transmission du rapport.

8. Le rapport du juge ainsi que les notes des témoignages et les documents produits au cours de l'enquête sont transmis par le juge au greffier de la municipalité concernée pour faire partie des archives de la corporation municipale.

Copie au ministre.

Une copie du rapport du juge et des notes des témoignages est également trans-

mitted in which is situated the municipality, to designate a judge to hold an inquiry into the facts and allegations invoked as reasons for the dismissal of the municipal officer mentioned in the resolution.

No application of the council may be considered unless the resolution alleges the accusations, actions or facts, in a precise manner, which alone shall form the object of the inquiry. R. S. 1925, c. 107A, s. 4; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

5. The chief justice or the acting chief justice of the Superior Court, on such application, shall designate a judge to hold such inquiry. R. S. 1925, c. 107A, s. 5; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

6. The judge designated in the order for the holding of the inquiry shall, after having given to the municipality and to the municipal officer concerned notice of the date on which he will proceed, inquire into the accusations, actions or facts alleged in the resolution.

The judge shall continue such inquiry from day to day with all convenient despatch and shall report to the council upon the results of the inquiry and upon the evidence taken therein. R. S. 1925, c. 107A, s. 6; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

7. For the purposes of such inquiry, the judge shall have the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9), and, particularly the provisions of the first paragraph of section 6, and sections 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 17 of the said act shall apply, *mutatis mutandis*, in the case of an inquiry held under this act.

The judge may appoint a clerk and employ one or more stenographers for the purposes of the inquiry. R. S. 1925, c. 107A, s. 7; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

8. The report of the judge as well as the notes of evidence and the documents filed during the inquiry shall be forwarded by the judge to the clerk of the municipality concerned to form part of the archives of the municipal corporation.

A copy of the judge's report and of the notes of the evidence shall likewise be

mise par le juge au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce. S. R. 1925, c. 107A, a. 8; 22 Geo. V, c. 53, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

transmitted by the judge to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. R. S. 1925, c. 107A, s. 8; 22 Geo. V, c. 53, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Destitu-
tion sur
rapport.

9. Sur réception du rapport du juge le conseil de la municipalité peut décréter, sur le vote affirmatif des trois quarts de tous les membres du conseil, la destitution de l'officier municipal mentionné dans la résolution visée par l'article 4 ci-dessus. S. R. 1925, c. 107A, a. 9; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

9. Upon receipt of the judge's report, the council of the municipality may, by the favourable vote of three-fourths of all the members of the council, order the dismissal of the municipal officer mentioned in the resolution contemplated by the foregoing section 4. R. S. 1925, c. 107A, s. 9; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

Dismissal
upon
report.

Paie-
ment des
dépenses.

10. Toutes les dépenses encourues pour les fins de l'enquête prévue par la présente loi, y compris la copie des documents mentionnés au deuxième alinéa de l'article 8, l'assignation des témoins, leur taxation et les frais de sténographie sont à la charge de la municipalité qui a demandé l'enquête. S. R. 1925, c. 107A, a. 10; 22 Geo. V, c. 53, a. 1.

10. All expenses incurred for the purposes of the inquiry provided for by this act, including the copy of the documents mentioned in the second paragraph of section 8, the summoning of witnesses, their taxation and the stenographic costs shall be borne by the municipality which applied for the inquiry. R. S. 1925, c. 107A, s. 10; 22 Geo. V, c. 53, s. 1.

Payment
of
expenses.

Loi ap-
plicable
par règle-
ment.

11. Toute municipalité de cité dont la population au dernier recensement fédéral n'excède pas cinquante mille âmes, ou toute municipalité de ville, peut décréter que les dispositions de la présente loi s'appliquent à elle au moyen d'un règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Any city municipality having a population at the last Federal census not exceeding fifty thousand souls, or any town municipality, may order that the provisions of this act shall apply to it, by means of a by-law approved by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

By-law to
make act
appli-
cable.

Abroga-
tion.

Un tel règlement ne peut être modifié ni abrogé qu'en suivant les mêmes formalités. S. R. 1925, c. 107A, a. 11; 23 Geo. V, c. 46, a. 1.

No such by-law may be amended or repealed except upon complying with the same formalities. R. S. 1925, c. 107A, s. 11; 23 Geo. V, c. 46, s. 1.

Repeal